



Contribution de Michel JOUVET

michel.jouvet.01@orange.fr

Bavardages sur le Covid-19 et l'après : penser par nous-mêmes

Préambule

À travers ces « bavardages », j'ai essayé de mettre quelques idées en ordre, même si l'exercice est difficile. Le moment historique que nous vivons conduit à s'interroger sur nous-mêmes et notre rapport à la société. C'est aussi la condition d'une projection sur l'après Covid-19.

Ces bavardages sont une incitation au débat à partir d'une proposition de quelques thématiques :

- *la capacité insoupçonnée de réactivité locale solidaire mais aussi entrepreneuriale*
- *l'attitude de l'ensemble des Français par rapport à cette crise*
- *le manque d'humilité dans une situation inédite*
- *les impacts sur la démocratie, l'État, les collectivités et l'Europe*
- *la réflexion sur la santé, l'innovation et la mort*
- *la situation économique et le choc social*
- *l'omniprésence médiatique anxiogène*
- *l'importance considérable des réseaux sociaux et d'Internet.*

La situation que nous vivons est exceptionnelle. Ce propos est une invitation au débat et à l'échange, sans préjuger de l'évolution de la crise. Les réactions sont les bienvenues.

Bavardages sur le Covid-19 et l'après : penser par nous-mêmes

À travers ces bavardages j'ai essayé de mettre de l'ordre dans ma tête mais ce n'est pas encore gagné ! Dans les jours à venir, ces bavardages seront sûrement à revisiter car dans cette situation exceptionnelle et inédite tout change vite.

La crise sanitaire que nous vivons est dramatique à bien des égards mais elle nous apprend aussi sur nous-mêmes, nos proches, nos réseaux et plus largement notre rapport à la société et au monde.

Il faut d'abord s'interroger sur ce moment historique. C'est un prérequis de nos débats à venir et j'essaie à travers cette contribution d'apporter mon regard personnel et mon questionnement.

Il faudra ensuite se projeter sur l'après Covid-19 et le Conseil de développement de Nantes Métropole pourra contribuer au débat public.

On observe une capacité insoupçonnée de réactivité locale solidaire mais aussi entrepreneuriale : après le contexte de ces derniers mois dominé par une société cloisonnée, repliée sur elle-même, cela fait du bien. Cela devrait montrer également à l'État qu'il peut s'appuyer avec confiance sur cette capacité et l'encourager.

Les capacités d'initiatives locales citoyennes et les solidarités locales diversifiées se multiplient : les applaudissements le soir à 20 heures avec ses voisins, l'attention à prendre soin de ses voisins fragiles, les entraides entre voisins et amis, les groupes d'échanges Facebook, la constitution de cagnottes solidaires en faveur de l'hôpital ... Après les tensions sociales des dernières années (loi travail, gilets jaunes, réforme des retraites, hôpital...), il est rassurant de redécouvrir ce visage de notre société qui apporte un peu d'optimisme sur son devenir.

Les solidarités hospitalières entre régions se développent à l'initiative des centres hospitaliers publics mais aussi entre centres privés, même s'il y a eu du retard à l'allumage : les cloisons et les méfiances existantes tombent face à la crise sanitaire. Des solidarités européennes transfrontalières se développent (Allemagne, Suisse, Luxembourg, ...).

Les engagements et les volontaires de tous ordres sont nombreux et diversifiés (réserve sanitaire, mobilisation des élèves infirmières, ...) sans oublier les soignants tiraillés entre le respect du serment d'Hippocrate et la préservation de leur santé et de celle de leurs familles.

Je n'oublie pas les réactivités remarquables d'entreprises locales avec le développement des drives à l'initiative des commerçants, de la vente directe organisée par les producteurs agricoles, la réorientation spontanée d'entreprises vers la production de gel hydro alcoolique et de masques, des taxis qui véhiculent les soignants, la fourniture de masques stockés dans des entreprises... De nouvelles solidarités dans l'activité économique se développent parce que l'intérêt collectif apparaît à tous mais aussi parce que c'est une nécessité pour la survie des entreprises.

La créativité peut aussi s'appuyer sur de nouvelles technologies émergentes. Je suis, par exemple, émerveillé devant la fabrique des respirateurs à partir d'imprimantes 3D.

De nouvelles pratiques de consommation se développent : seront-elles éphémères ou durables ? Il faudra sûrement les encourager demain.

Et pour l'ensemble des Français, qu'en est-il ?

Les initiatives locales qui sont... un peu sublimées peuvent nous faire oublier l'ambivalence de la société française. Elles ont un impact médiatique réel mais sont-elles pour autant représentatives de l'ensemble de la population ?

Les solidarités de tous ordres sont réelles mais ont aussi leurs limites. Dans les villes, derrière nos fenêtres d'immeubles, nous regardons passer les livreurs à domicile, ceux qui viennent vider les poubelles... tout ce back office, dont parle Denis Maillard, et qui monte en première ligne. Denis Maillard, que nous avons reçu à Questions Publiques, a lui-même été touché par le virus, il le raconte sur sa page Facebook.

Revoir Questions Publiques : [Une colère française](#)

Quant aux applaudissements, on applaudit aussi pour se rassurer soi-même. Tout en disant à ceux qui bossent en première ligne « allez-y, bravo » et en pensant, consciemment ou non, que nous, pendant ce temps-là, on se protège... Mais ça n'enlève rien au geste de solidarité.

Bien que le confinement s'impose à tous, nous ne sommes pas tous égaux devant l'épidémie mais aussi devant la crise économique et sociale à venir. Ce sont des inégalités dues à notre statut social : les salariés, les chômeurs, les retraités chez eux ou en EHPAD, les artisans, les commerçants, les professions libérales... qui ne bénéficient pas des mêmes « garanties ». Ce sont des inégalités territoriales pour l'accès aux soins.

Ce sont aussi des inégalités de tous les jours : on ne vit pas de la même manière le confinement selon que l'on vit seul ou non, que l'on habite une maison avec un jardin ou un appartement dans une zone urbaine densifiée, que l'on accède facilement à Internet... Tout cela peut provoquer demain de nouvelles tensions sociales avec une fragmentation encore plus importante de la société française.

La pandémie change le rapport à l'autre dont on se méfie car il devient une menace : tous paranoïaques ? C'est le moi d'abord avec les égoïsmes latents mais aussi les peurs irrationnelles qui n'ont pas disparu. La peur de manquer est prégnante : on se bat dans les grandes surfaces pour le papier toilette qui devient une denrée rare !

Lire au sujet du papier toilette : https://www.levif.be/actualite/belgique/coronavirus-pourquoi-cette-ruee-vers-le-papier-toilette/article-normal-1263907.html?cookie_check=1585221925

Il faut méditer sur « l'exode » vers les campagnes et les résidences secondaires des franciliens (1 million dont 200 000 sur la côte atlantique) juste avant le confinement programmé pour éviter « courageusement » celui-ci au risque de contribuer à diffuser l'épidémie !

Il faut dénoncer :

- les malveillances envers les soignants avec les exemples de voisins qui se méfient et prient les dits soignants de quitter leurs immeubles pour éviter une contagion... avec souvent un courage anonyme. Ces auteurs seront aussi les premiers à vouloir bénéficier des soignants s'ils en ont besoin.
- les profiteurs de la crise et les arnaques, les trafics, les petits vols du quotidien pour se procurer des masques et du gel hydroalcoolique
- la multiplication des violences conjugales
- le mauvais accueil des SDF et des migrants qui sont un peu oubliés dans cette crise.

Dans les guerres, il y a toujours des profiteurs, des déserteurs, des planqués. C'est la loi du genre.

Face à une situation inédite, l'humilité n'est pas toujours une vertu première et on voit fleurir :

- les donneurs de leçons qui prétendent avoir les bonnes solutions, ceux qui savent après coup ce qu'il aurait fallu faire : c'est si facile !
- les polémistes et les faux sceptiques : applaudir le soir les soignants à 20 heures pourquoi pas ? Mais « vous auriez mieux fait de venir participer aux manifestations pour les soutenir ». Applaudir, mais aussi « huer ce gouvernement qui a dédaigné les hôpitaux et les soignants... »
- les défiances : « on ne nous dit pas tout » ; « ils savaient mais ils nous ont caché la vérité »
- les complotistes : « tout était organisé et prévu à l'avance »
- et tous ceux pour qui la parole publique/scientifique n'a pas plus de poids que celle d'illuminés ou d'apprentis sorciers.

La tempérance ne semble pas une vertu première, pourtant on en aurait bien besoin.

S'agissant d'humilité, le gouvernement commence tout juste à en faire preuve en reconnaissant que tout n'a pas très bien fonctionné au début de la crise sanitaire et que des carences subsistent.

Il en est de même de scientifiques qui reconnaissent aujourd'hui qu'en janvier, dans l'état actuel des connaissances c'est-à-dire d'un virus qu'on connaissait mal, ils ont sous-estimé la dangerosité du virus, notamment en considérant qu'en très grande majorité ce seraient les personnes fragiles et personnes âgées qui seraient concernées. Ils reconnaissent aujourd'hui que la fiabilité des tests longtemps mis en avant pour détecter le virus est de l'ordre de 70 %. On imagine que ceux les ayant effectués et croyant ne pas être contaminé n'aient pas respecté toutes les mesures barrières auprès de leurs proches. Cela ne contribue pas à créer un climat de confiance dans la parole publique.

On me dira qu'un débat public libre fait partie de la démocratie, quoiqu'il en coûte, et c'est incontestable.

Pour autant, il faut s'interroger sur la qualité de ce débat et les conditions à réunir pour qu'il soit réussi, contradictoire et éviter les désinformations et manipulations qui nuisent et injurient la démocratie.

Un débat public libre et ouvert doit pouvoir vivre sur tous ces sujets mais ne le mélangeons pas avec l'émotion, sous la pression du court terme et des désinformations de tous ordres : il y a un temps pour chaque chose.

À ce titre, je soutiens en priorité l'organisation de commissions parlementaires pour organiser ce débat et assurer un contrôle démocratique sur notre vie politique, plutôt que de soi-disant tribunaux populaires spontanés, le plus souvent manipulés à des fins politiciennes. Il y aura un temps à venir pour le bilan et les enseignements à tirer.

Les médias pourraient avoir un rôle considérable pour assurer la qualité d'une information qui nécessite d'abord un apport de connaissances mais est-ce compatible avec la recherche du maximum d'audience faisant appel à la polémique et à l'émotion permanente ? Cela devrait aussi nous interroger sur les conditions de régulation des informations diffusées par les réseaux sociaux pour éviter les fakenews, les malveillances, les arnaques, ...

La démocratie, l'État, les collectivités et l'Europe

Il y a encore quelques semaines pour certains, la Ve République était une dictature monarchique. On mesure mieux aujourd'hui le rôle institutionnel du Président mais aussi celui du Parlement avec la loi d'urgence sanitaire débattue mais avec très peu d'écho dans les médias. L'Assemblée nationale a débattu pendant 4 jours de cette loi qui a été adoptée avec de nombreux amendements à une très large majorité. Après adoption par le Sénat, la loi a été publiée dans un délai record. J'ajoute que les décrets qui en résultent font encore l'objet de discussions avec les partenaires sociaux et c'est heureux.

Il est sain que les décisions de l'État s'appuient sur l'avis des scientifiques mais les défiances, voire les polémiques, reviennent au galop. Les avis du comité scientifique constitués auprès du gouvernement méritent d'être attentivement consultés : <https://solidarites-sante.gouv.fr/actualites/presse/dossiers-de-presse/article/covid-19-conseil-scientifique-covid-19>. Comment éviter que ce comité scientifique ne soit qu'un alibi pour le politique ?

Mais pour certains, et au-delà de toute décence et débat démocratique, « il faut que ça saigne » avec :

- les postures de quelques politiques qui soutiennent, parfois du bout des lèvres, le gouvernement mais qui se soucient d'abord d'enjeux politiques électoraux à venir
- les populistes à la manœuvre : l'UE Bashing, les souverainistes et la fermeture des frontières comme mesure incontournable
- les délateurs, les éradicateurs : il faut que des têtes tombent...

L'organisation de la santé publique en France faisait débat depuis de longs mois avec des manques certains cumulés depuis des décennies et à combler. Pour autant, l'organisation de la santé publique et privée en France montrent une résilience remarquable et efficace que certains États voisins nous envient. Pour le moment, ça tient à flux tendu dans certains territoires mais au prix d'un investissement lourd des soignants et pour combien de temps ?

Le besoin d'État devient une évidence et ce n'est plus ringard. L'État-providence revient en première ligne, on ne parle plus du déficit public ni du respect des règles européennes : est-ce un changement de pied durable ? Pourtant, un jour, il faudra bien en parler sérieusement.

Absentes au début de l'épidémie, les collectivités multiplient les initiatives. Dans un État jacobin, c'est remarquable car on ne peut tout penser de Paris : l'État doit leur faire confiance dans leurs domaines de compétences et s'appuier sur elles. L'État jacobin peut-il durablement l'accepter et se réformer ?

L'Europe a commencé à bouger (intervention de la BCE, assouplissement des règles financières de Maastricht), des solidarités se développent. C'est encore timide. Est-ce un espoir pour demain ?

Pour Jacques Delors le Coronavirus est un danger mortel pour l'Europe.

Mais on constate aussi :

- le repli sur soi sans, à ce jour, de réelle coordination des mesures financières considérables prises par chaque État dans l'urgence
- l'absence de coordination des politiques sanitaires mais il est vrai que la santé n'est pas une compétence européenne
- les balbutiements négatifs de la BCE au début de la crise sanitaire.

Qui l'emportera ? Le repli nationaliste ou une coopération renforcée, voire plus ? C'est un enjeu énorme, y compris sur le plan de la sécurité et des conflits futurs.

La question démocratique est fondamentale. Cette crise nous interpelle sur l'acceptation de limitations aux libertés qui grandit peu à peu. Il y aura toujours une bonne raison de restreindre les libertés : l'écologie, la sécurité et maintenant la santé : jusqu'où ?

Le rôle du Parlement doit rester majeur, comme la loi sur l'état d'urgence sanitaire l'a montré, tout comme aussi la consultation des partenaires publics et sociaux. Mais, au-delà des procédures parlementaires, cela mérite aussi un large débat citoyen.

On cite souvent la Corée du Sud en exemple, avec un nombre important de tests réalisés (plusieurs dizaines de milliers par jour pour une population de 51 millions d'habitants), mais on parle peu... du tracking d'État sur le contrôle systématique individuel des géolocalisations des téléphones mobiles, soit pour identifier des personnes qui pourraient être infectées ou contrôler qu'elles sont bien à leurs domiciles : c'est une cause première en Corée, en Chine ou à Taiwan de la capacité de ces États à juguler l'épidémie. Est-ce acceptable en France ?

La santé, l'innovation et la mort

La mondialisation des connaissances sur la recherche publique et privée est remarquable (3-4 ans pour identifier le sida ; quelques semaines pour le Covid-19...) avec un début de coopération médicale internationale à l'initiative des scientifiques.

L'espoir mis dans la recherche de médicaments miracles pour se protéger est important mais c'est aussi un enjeu de business considérable. Plus globalement, c'est une utopie de prétendre nous affranchir des maladies et, d'une certaine mesure de la mort.

On voudrait que l'organisation de la santé soit une garantie tout risque face à la mort et aux maladies virales, infectieuses ou tumorales qui la précèdent. D'où la recherche de la médecine à tout prix pour y remédier. Cette garantie tout risque n'existe pas et encore moins lorsque nous sommes confrontés à un virus inconnu et pour lequel il faut inventer au fil de l'eau les dispositifs pour y faire face.

Le débat scientifique controversé revient à toute vitesse avec les débats sur les antiviraux paludiques (chloroquine, thromycine, ...), l'intérêt du confinement individuel ou d'une immunisation collective. La vaccination devient un sauveur attendu et on ne se souvient plus du débat et de la défiance sur son intérêt.

Premiers êtres vivants sur la planète, bien avant l'Homo sapiens, les microbes et les virus sont des êtres intelligents, adaptables, tout comme les maladies auto-immunes (cancers, ...) qui trouveront toujours les moyens de s'affranchir plus ou moins vite des barrières humaines : ils n'ont pas de frontières. Nous devons accepter de vivre avec cette réalité qui nous renvoie à nos propres peurs.

Les virus aujourd'hui ne sont pas les produits de la mondialisation. Rappelons-nous entre autres la grande peste de 1350 déjà liée aux mouvements mondialisés de personnes et de marchandises (1/3 de la population européenne y succombera) ; les ravages faits par l'introduction de la variole (entre autres) en Amérique du Sud au XV^e siècle avec les colons européens et plus récemment la grande grippe espagnole de 1918 qui aurait fait 50 millions de victimes.

Pour autant, reconnaissons que la mondialisation des échanges accélère leur prolifération, de même que les dégradations de l'environnement et les transformations écologiques de notre planète contribuent à l'apparition de nouveaux virus.

Le Covid-19 deviendra-t-il une épidémie virale banale et demain chronique, comparable +/- à la grippe saisonnière (6 à 7 000 morts par an), la canicule de 2003 (19 000 morts) ou... l'apocalypse qui se rapproche ?

La guerre économique, les entreprises, les emplois, le choc social ? Combien de morts demain ?

La « guerre » n'est pas que sanitaire : derrière la pandémie se prépare dès à présent un choc économique et financier (systémique ?) avec une récession annoncée française, européenne et mondiale dont on ne connaît pas encore l'ampleur ni les conséquences systémiques avec un important effet démultiplicateur.

Bien au-delà de l'économie, c'est aussi un choc social considérable qui ne concernera pas que les plus fragiles. Les tensions sociales que nous avons connues ces dernières années (gilets jaunes, réforme des retraites, hôpital, ...) risquent de nous apparaître bien peu importantes comparées à celles du choc attendu.

Les États sont mieux armés aujourd'hui qu'ils ne l'étaient en 1929 ou lors de la crise financière de 2008, mais personne ne peut prévoir aujourd'hui l'importance et les impacts de ces chocs : une certitude (?), ils semblent inévitables mais surgiront peut-être là où on ne les attend pas avec des réactions en chaîne déferlantes.

Cette pandémie montre, à l'inverse d'une pensée dominante, la fragilité de l'économie et du libéralisme qui ne peuvent prétendre gouverner le monde. Elle remet en lumière l'importance de « l'État » et des politiques publiques à conduire. Ce sera un débat important de l'après Covid-19.

Les économistes disent qu'une récession mondialisée est inévitable. Pour certains, elle serait pire que la récession de 1929 dont les dégâts économiques et sociaux ont été massifs : exagération ou vision anticipatrice d'une déflagration à venir ? Quel que soit le scénario de l'avenir, il faut dès à présent imaginer les politiques publiques nécessaires pour contrebalancer ces impacts.

La France a annoncé très rapidement des mesures financières massives en faveur des emplois et des entreprises. Depuis, chaque État annonce des mesures financières tout aussi massives mais, au-delà du chacun pour soi, une efficacité supposerait une politique mondiale : quid de l'ONU, de l'OMS, du FMI, du G20 ... ?

N'oublions pas les nombreux exclus des aides publiques : cela va des professions libérales aux personnes en situation fragile (chômeurs en fin de droits, SDF, migrants, ...).

L'épidémie a mis en évidence nos dépendances et vulnérabilités de tous ordres ; et notamment celles de nos approvisionnements (médicaux, industriels...). La recherche de la baisse des coûts de production à tout prix avec la mondialisation des échanges montre ses limites. Les économistes redécouvrent l'intérêt de raccourcir les chaînes de valeur et, pour monsieur tout le monde, cela s'appelle la relocalisation de pans entiers de notre économie. C'est aussi un pied de nez à la Chine d'où semble être venu le Covid-19.

Pour autant, la crise sanitaire étant maîtrisée, ne reviendrons-nous pas à la case départ, comme au jeu de l'oie : la crise de 2008 nous a montré que la mémoire est courte.

Au-delà de l'économie, le repli sur soi de chaque État sera-t-il jugulé ? Saurons-nous inventer une nouvelle communauté mondiale de destin, une sorte de New Deal planétaire, qui donne du sens aux politiques à conduire mais aussi tout simplement à ce que chacun d'entre nous veut construire pour demain là où il vit ?

Plus que jamais, une nouvelle gouvernance internationale s'impose car, quelles que soient les politiques à conduire, l'interconnexion de nos sociétés demeurera. N'est-ce pas encore aujourd'hui une utopie, face aux souverainismes et au repli sur soi de chaque État ?

N'oublions pas non plus que la planète grossit chaque année de 90 millions d'habitants (l'équivalent d'une Allemagne), ce qui devrait nous interroger sur le format soutenable à venir de notre planète et de nos modes de vie actuels, y compris sur la circulation des maladies.

René Dumont, qui fut un de mes professeurs, avait ouvert ce débat dès 1974 lorsqu'il fut candidat à l'élection présidentielle. Il y a presque un demi-siècle, que de temps perdu !

Bien que le réchauffement climatique ne soit pas une cause du Covid-19, ne l'oublions pas, même si on semble l'avoir un peu fait en ce moment. L'urgence d'y faire face dépasse les politiques nationales de chaque État. La fermeture des frontières ne réglera pas l'impact à venir des réfugiés climatiques si nous n'y apportons pas aujourd'hui des réponses internationales adaptées.

L'omniprésence médiatique événementielle anxieuse

Depuis quelques semaines, l'omniprésence des médias, notamment en continu, semble avoir oublié tout le reste. C'est une obsession anxieuse qui n'incite pas à penser ni à prendre du recul.

La communication scientifique et étatique quotidienne est tout aussi anxieuse. Chaque soir, un compteur s'affiche pour dénombrer le nombre de personnes infectées et le nombre de morts (pourvu que ce ne soit pas nous demain !). De plus, les polémistes font la Une pour dire qu'on n'a pas tout bien compté !

C'est une machine infernale à générer les peurs et les stress, qui développe des réactions émotionnelles inacceptables (le repli sur soi, la peur de manquer et la ruée sur les grandes surfaces, les malveillances, les vols...).

Oui il faut de la transparence mais il faudrait demander l'avis de sociologues, de psychologues, pour pouvoir la gérer plus sereinement car c'est aussi une condition de réussite de la maîtrise de cette épidémie avec celles de nos émotions.

Il s'agit de nous interroger en profondeur sur la qualité de l'information et du rôle des journalistes qui doivent aller au-delà de l'événementiel pour apporter de la connaissance : cela doit faire partie de nos réflexions sur l'après Covid-19.

Je note au passage une relative absence dans les grands médias, ceux qui ont un impact fort car écoutés ou regardés chaque jour, des philosophes qui nous apportent des éclairages indispensables pour comprendre nos réactions mais aussi qui nous questionnent sur l'état de la société et l'après Covid-19.

Et en toile de fond, l'importance considérable des réseaux sociaux et d'Internet

Cette crise confirmera l'impact considérable des réseaux sociaux dans tous les domaines de notre vie quotidienne... pour le pire et le meilleur. Pour ma part, je pense que c'est inéluctable et ça ne fait que commencer mais il ne faut pas rejeter le bébé avec l'eau du bain : amplifions les effets positifs et combattons les effets pervers.

Imaginons ce que serait cette crise sans les capacités d'information et de communication de nos téléphones mobiles et Internet. N'oublions pas que 500 zones en France sont hors connexion.

Je ne minimise pas non plus la fracture numérique, toujours présente pour ne pas oublier ceux qui ne sont pas « branchés ». Je déplore que les réseaux sociaux soient souvent l'équivalent du bistrot, où on dit à la fois des choses intéressantes et les pires « conneries ». On y rencontre de plus en plus des fakes news, des malveillances, des arnaques... souvent prises comme argent comptant et sans recul. Il faut ramer longtemps pour les dénoncer et revenir à la réalité : mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose... La CNIL semble parfaitement impuissante pour lutter contre ces dérives.

La dématérialisation des services s'accélère (télétravail, télémedecine, téléenseignement, télécommerce...). On passe d'une économie de services en face-à-face encore humanisée (un peu ?) à une économie de services dématérialisés. Des habitudes sont prises et les retours en arrière ne seront pas évidents mais ces nouvelles habitudes peuvent être également sources de progrès.

Comment concilier le respect de nos libertés et la puissance incontrôlée de ces technologies qui dépassent nos frontières nationales ? Comment éviter des pratiques liberticides contraires à nos principes démocratiques ? Nos lois actuelles n'y répondent pas. Ce doit être un questionnement majeur pour nos réflexions sur l'après Covid-19.

Et pour conclure ces bavardages

Ces bavardages sont très incomplets et sûrement discutables. Ils doivent être complétés par tous ceux et celles qui voudront bien y contribuer et je vous invite à le faire.

Il est courant aujourd'hui d'entendre dire ou de lire que rien ne sera plus demain comme avant. Peut-être mais je me méfie des grandes envolées car l'histoire nous a souvent montré le contraire. Pourtant je reste raisonnablement optimiste car la défiance bride notre capacité à penser le futur.

Cette pandémie est un test coûteux mais utile pour nous inviter à repenser notre futur car il nous concerne tous. Cela mérite un vaste débat, au-delà des propos convenus et des bonnes/fausses idées mais dont le mode d'emploi ne s'improvise pas. Le Conseil de développement de Nantes Métropole devrait en prendre l'initiative pour notre territoire.

Mais je vous suggère un prérequis : qu'est-ce que j'apprends de moi ? Qu'est-ce qui est important demain pour moi et mes proches ? Comment retrouver ma confiance dans le futur ? Cela est peu présent dans les médias, les réseaux sociaux, les débats politiques... : ne faudrait-il pas commencer par cela ?

Il ne s'agit pas d'une introspection mais d'un passage obligé si nous voulons penser l'après. Cela nous oblige surtout à essayer de renoncer à des propos généraux. Cela nous oblige à sortir d'une pensée confinée et ne pas attendre que l'on nous dise ce qu'il faudrait faire mais apprendre à penser par nous-mêmes.

J'écris ceci avec humilité car c'est pour moi une tâche prenante et difficile mais la situation actuelle qui nous interpelle est une occasion inespérée pour s'y essayer.

NB : À l'appui de ce propos, on peut se reporter à une série de tribunes publiées dans la presse par des intellectuels de tous horizons et collectées par l'équipe du Conseil de développement.